

Compte rendu d'activité

Pour information

Rapport de mission

Forum des gouvernements locaux et infranationaux

30^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30)

Lieu	Rio de Janeiro et Belém, Brésil	Date	2 au 19 novembre 2025
-------------	---------------------------------	-------------	-----------------------

Participants

- Jean Lemire, Émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques (MRIF);
- Jocelyn Savoie, Sous-ministre adjoint au Bureau de la transition climatique et énergétique (MELCCFP);
- Jason Naud, Directeur du Bureau du Québec à Sao Paulo (MRIF);
- Michèle Fournier, Conseillère senior (MELCCFP);
- Rachel Lévesque, Conseillère principale en climat et environnement (MRIF);
- Hercules Kuster Dos Reis, Attaché aux affaires publiques, éducatives et culturelles (BQSP).

Contexte et objectifs de l'activité

Le gouvernement du Québec a activement participé au premier Forum des gouvernements locaux et infranationaux organisé par Bloomberg Philanthropies à Rio de Janeiro du 2 au 6 novembre, et à la 30^e Conférence des Parties (COP30) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Belém du 10 au 19 novembre 2025. La délégation gouvernementale était dirigée par l'émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques, M. Jean Lemire, et de représentants du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Des représentants des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) et d'Hydro-Québec (HQ) étaient également présents. Une mission commerciale d'Investissement Québec International a coordonné la participation de onze entreprises et neuf organisations, et LOJIQ a également coordonné une importante délégation jeunesse de 22 participants.

Les objectifs poursuivis par la délégation gouvernementale québécoise étaient les suivants :

- Promouvoir les actions du Québec en changements climatiques, en priorisant les secteurs de l'adaptation et de la transition énergétique;
- Mettre en valeur le rôle et la contribution des États fédérés au sein des Nations Unies et dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris;
- Favoriser la collaboration autour de la tarification du carbone, et faire la promotion du marché du carbone conjoint du Québec et de la Californie;
- Renforcer les synergies entre les changements climatiques et la biodiversité, en mettant de l'avant les solutions basées sur la nature comme levier d'adaptation et d'atténuation;
- Développer et renforcer les partenariats bilatéraux et multilatéraux, dans une logique de diversification des marchés;
- Favoriser l'acquisition de connaissance sur les innovations et technologies en changements climatiques et transition énergétique.

Ces objectifs ont été pleinement atteints, et la mission a également permis au Québec de consolider un positionnement stratégique à un moment charnière de l'action climatique mondiale. Dans le contexte d'une COP axée sur la mise en œuvre et marquée par une reconnaissance accrue du rôle des États fédérés, le Québec a tout à gagner de sa réputation déjà solide en diplomatie climatique sur la scène internationale. Dans le cadre du Forum sur les gouvernements locaux et infranationaux, le Québec a réussi à projeter une image forte, cohérente et crédible, démontrant la pertinence de son modèle d'action climatique. À la COP, la mise en valeur de ses initiatives phares et la mobilisation active de ses partenaires ont créé un réel momentum, offrant au Québec une occasion unique de renforcer son leadership, à un moment où la crédibilité environnementale du Canada est fragilisée sur la scène internationale. Cette présence soutenue a également renforcé les opportunités de collaboration avec plusieurs partenaires internationaux, et également à une influence accrue au sein des Nations Unies (notamment le Programme des Nations Unies pour l'Environnement).

Points saillants – participation du gouvernement du Québec

Entretiens bilatéraux réalisés

- Le directeur de la Division des changements climatiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Martin Krause (3 nov.);
- Le secrétaire à l'Environnement et au Développement durable de Rio de Janeiro, M. Bernardo Rossi (4 nov.);

- L'ancien gouverneur de l'État de Washington, M. Jay Inslee (4 nov.);
- Le sous-secrétaire à l'Environnement de l'État du Querétaro, M. Ricardo Javier Torres Hernández (4 nov.);
- Le secrétaire exécutif de la CCNUCC, M. Simon Stiell (5 nov.);
- La présidente du Comité des régions européennes, Mme Kata Tüttö (5 nov.);
- Le directeur aux projets spéciaux de l'Australie-Occidentale, M. Neil McFarlane (6 nov.);
- Le directeur du Global Strategic Communications Council (GSCC), M. Devin Bahceci (6 nov.);
- Le secrétaire aux Ressources naturelles de la Californie, M. Wade Crowfoot (6 nov.);
- La directrice exécutive du Fonds Vert pour le Climat, Mme Mafalda Duarte (10 nov.);
- La ministre de l'Environnement du Bade-Wurtemberg, Mme Thekla Walker (10 nov.);
- La directrice générale aux changements climatiques à la qualité environnementale de la Catalogne, Mme Sonsoles Letang (11 nov.);
- Le représentant spécial pour les changements climatiques du ministère de l'Environnement du Panama, M. Juan Carlos Monterrey Gomez (11 nov.);
- Le chef d'équipe et conseiller principal en ressources naturelles de la FAO, M. Martial Bernoux (12 nov.);
- Le secrétaire général du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, M. Kamal Kishore (12 nov.);
- La sous-secrétaire à l'Énergie, au Changement Climatique et au Développement durable de la Nouvelle Galles du Sud, Australie, Mme Kim Curtain (12 nov.);
- La secrétaire générale de Regions4, Mme Natalia Uribe Pando (13 nov.);
- La secrétaire à l'Environnement et au Développement territorial de Jalisco, Mme Paola Bauche (14 nov.);
- Le directeur des Affaires européennes et internationales du ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité du Luxembourg, M. Andrew Ferrone (14 nov.);
- Le sous-ministre adjoint aux Politiques stratégiques et Affaires internationales d'Environnement et Changement climatique Canada, M. Michael Bonser (17 nov.);
- Le directeur du Bureau des changements climatiques, de la biodiversité et de l'environnement de la FAO, M. Kaveh Zahedi (18 nov.).

Prises de parole de l'émissaire :

- Rencontre des gouverneurs et des ministres de la Coalition Under2 : mot de clôture (3 nov.);
- Sommet des États fédérés et des régions : participation au panel intitulé « Just and Equitable Transition – enablers for social development, policy and cross-cutting tools » (4 nov.);
- Intervention dans le cadre du Dialogue politique de haut-niveau de la Coalition for High Ambition Multilevel Partnership (CHAMP) (5 nov.);
- Session intitulée « From Local Action to Global Impact: Subnational Climate Action and Financing » dans le cadre du UN Climate Change Global Innovation Forum (5 nov.);
- Session intitulée « Subnationals as Engines of Systemic Innovation » dans le cadre du UN Climate Change Global Innovation Forum (6 nov.);
- Événement intitulé « 30 COP climatiques plus tard : expériences et visions de la société canadienne » organisé par l'Université d'Ottawa (10 nov.);
- Table-ronde ministérielle intitulée « Mutirao for Cities, Nature and Climate » organisée par le Ministère des Villes du Brésil, ONU-Habitat et le PNUE (11 nov.);
- Journée action jeunesse pour le climat en Francophonie organisée par l'IFDD : mot d'ouverture (12 nov.);
- Événement intitulé « Cities and Regions Driving Climate and Biodiversity Integration: Tools for Action » organisé par ICLEI et Regions4 (12 nov.);
- Événement intitulé « Catalyzing innovative partnerships that deliver big climate, nature and economic gains » organisé par Nature Conservancy (13 nov.);
- Événement intitulé « Dix ans d'engagement du Québec en coopération climatique – une approche à répliquer » organisé par le gouvernement du Québec : mot d'ouverture (13 nov.);
- Événement intitulé « How to accelerate solutions for resilient urban infrastructure in global south cities » organisé par la CCNUCC, la Présidence de la COP30, le Climate High-Level Champions, le PNUE et le Ministère des Villes du Brésil (13 nov.);
- Événement intitulé « Subnational governments facing headwinds and delivering energy transition in the Americas » organisé par le gouvernement du Québec et la Coalition Under2 (15 nov.);
- Événement intitulé « Sharing approaches: Carbon Pricing, Trade, and Development in a Mutirão Spirit » organisé par the Carbon Pricing in Americas (15 nov.);
- Événement intitulé « Renforcer l'engagement en faveur de l'action climatique : communiquer en période d'incertitude » organisé par COPTICOM (15 nov.);
- Événement intitulé « Co-construction de la stratégie de développement résilient au changement climatique et sobre en carbone au Sénégal (LTS): contributions politiques et techniques à la planification » organisé par la FAO et le gouvernement du Sénégal (15 nov.);
- Rencontre ministérielle annuelle de la BOGA : mot de bienvenue du co-président (17 nov.);
- Événement intitulé « Climate Action in the Americas » organisé par The Climate Registry (18 nov.).

Prises de parole du sous-ministre adjoint au Bureau de la transition climatique et énergétique:

- Événement intitulé « Le fédéralisme climatique du Brésil au Canada: le leadership canadien pour la gouvernance climatique à paliers multiples » organisé par l'Université McGill (10 nov.);
- Atelier intitulé « Villes et Climat: ouvrir le chemin des transitions » organisé par l'Association internationale des Maires Francophones (11 nov.);
- Événement intitulé « Dix ans d'engagement du Québec en coopération climatique – une approche à répliquer » organisé par le gouvernement du Québec (13 nov.).

Prises de parole du Directeur du Bureau du Québec à Sao Paulo

- Événement intitulé « Integration of CBD and UNFCCC » organisé par Consorcio Brasil Verde (CBV);
- Réception ABEMA et annonce de l'adhésion du Para au groupe de travail des gouvernements infranationaux de la Coalition pour la Haute ambition et les peuples (15 nov.).

Autres activités auxquelles le Québec a participé:

- Déjeuner d'honneur du Gouverneur de Rio de Janeiro, M. Claudio Castro, organisé dans le cadre du Forum des gouvernements locaux et infranationaux (5 nov);
- Atelier stratégique sur le nouveau narratif à développer sur les communications des changements climatiques, organisé par le Québec en collaboration avec la Coalition Under2 (6 nov.);
- Atelier préparatoire de la concertation francophone organisé par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) (9 nov.);
- Rencontres quotidiennes de la délégation canadienne (10 au 16 novembre);
- Rencontre avec Mme Jeanne-Marie Huddleston, cheffe négociatrice pour le Canada (10 nov.);
- Déjeuner de démarrage de la délégation d'affaires d'IQI (11 nov.);
- Rencontre ministérielle du Intergovernmental Council for Buildings and Climate (ICBC) du PNUE (11 nov.);
- Activité de réseautage Québec pour la société civile québécoise et ses partenaires brésiliens (11 nov.);
- Déjeuner d'honneur du Gouverneur du Para, M. Helder Barbalho (12 nov.);
- Rencontre avec la délégation jeunesse présente à la COP30 (12 nov.);
- Rencontre avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, Mme Julie Dabrusin (13 nov.);
- Réception « Rendez-vous avec le Québec » d'IQI (13 nov.);
- Rencontre avec la société civile québécoise (14 nov.);
- Réception IQI & Alubar (14 nov.);
- Événement intitulé « High-level session: Catalyzing systems approaches for water and climate resilience » organisé par l'UNESCO (15 nov.) (prise de parole de Rachel Lévesque);
- Dialogue politique de haut niveau de la BOGA et de la Commission européenne (15 nov.);

Activités d'affaires publiques :

- Participation au [Secretary Speaker Series: Live from COP30 Brazil](#) de la Californie (5 nov.) (événement live, pas d'enregistrement vidéo);
- Courte capsule vidéo réalisée par la Coalition Under2 dans le cadre du Forum des gouvernements locaux et infranationaux (lien à venir);
- Courte capsule vidéo réalisée par l'IFDD dans le cadre de la Journée action jeunesse (lien à venir);
- Participation à l'article [la COP30 vécue de l'intérieur](#) de Zachary Sanche (journaliste membre de la délégation du CEGEP de Jonquière);
- Article [le Québec doit maintenir sa cible climatique](#) d'Alexandre Shields.

Analyse : intérêt pour le Québec

Les COP de la CCNUCC sont le rendez-vous international de première importance pour mettre en valeur les actions et ambitions du Québec dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. La COP30 a été particulièrement stratégique, et a marqué un tournant en orientant davantage les discussions vers la mise en œuvre concrète des engagements de l'Accord de Paris, et donc du rôle des différentes parties prenantes comme le secteur privé ou encore les villes et les États fédérés à cet égard.

Pour le Québec, cette dynamique offre une occasion stratégique de renforcer son influence déjà établie au sein de la scène climatique internationale, et de renforcer la crédibilité de ces mesures phares (tel que le marché du carbone) tout en augmentant la visibilité de divers secteurs clés de son économie. La participation au Forum sur les gouvernements locaux et infranationaux et à la COP30 a consolidé la crédibilité du gouvernement du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, d'adaptation, de transition énergétique et de protection de la biodiversité tout en envoyant un signal clair à ses partenaires internationaux sur sa volonté de collaborer pour accélérer la décarbonisation de l'économie.

Parallèlement, un nouveau narratif climatique a émergé lors de la COP30, axé sur des considérations plus pragmatiques, touchant directement les citoyens, et plus directement liés aux intérêts commerciaux et économiques. Les discussions ont notamment mis en évidence la transition énergétique comme levier central de compétitivité, en insistant sur les impératifs de sécurité énergétique, de diversification des sources d'approvisionnement et de résilience des chaînes de valeur. Dans ce contexte, de nouveaux acteurs (notamment la Chine, le Royaume-Uni, Norvège, Union européenne, etc.) accélèrent le déploiement de politiques industrielles et d'investissements structurants en faveur de la transition énergétique, créant un environnement propice à l'émergence d'opportunités stratégiques. Le Québec se trouve en position favorable pour devenir un acteur important de cette nouvelle économie carboneutre, générant à la fois des retombées économiques, des partenariats stratégiques et un leadership international renforcés.

La participation du Québec a finalement permis l'établissement de nouveaux partenariats et le renforcement de collaborations existantes, favorisant l'échange de bonnes pratiques et une meilleure connaissance des stratégies de communication sur les changements climatiques. Au final, la participation du Québec aux COP-climat ne se limite pas seulement à la représentation, mais constitue un levier concret pour promouvoir le Québec comme un acteur incontournable de la transition climatique mondiale et ainsi soutenir ses priorités économiques, énergétiques et environnementales sur la scène internationale.

Suivis et prochaines étapes

- Assurer les suivis convenus dans le cadre des rencontres tenues lors du Forum des gouvernements locaux et infranationaux et la COP30 (DOFI et DRICA);
- Suivis bilatéraux avec le Brésil (BQSP);
- Participation du gouvernement du Québec à la 64^e session des organes subsidiaires de la CCNUCC (rencontre intersession) qui aura lieu à Bonn, en Allemagne, du 10 au 18 juin 2026;
- Participation du gouvernement du Québec à la prochaine et 31^e Conférence des Parties à la CCNUCC qui aura lieu à Antalya, en Turquie, du 9 au 20 novembre 2026. La DOFI travaillera en étroite collaboration avec le MELCCFP et IQI au cours des prochains mois afin de coordonner la participation du gouvernement du Québec à la conférence.

Rédigé par	Rachel Lévesque, Direction des Organisations et Forums internationaux	Approuvé par	Sandra Melançon, Direction des Organisations et Forums internationaux
Date	15 décembre 2025	Date	

Annexe – résumé des négociations de la COP30

La COP30 s'est tenue dans un contexte international particulièrement difficile pour l'action climatique multilatérale. Les tensions géopolitiques et l'annonce d'un processus de retrait des États-Unis de l'Accord de Paris ont contribué à fragiliser le climat politique des négociations. Cette conférence s'est par ailleurs déroulée alors que 2024 a été confirmée comme l'année la plus chaude jamais enregistrée.

La COP30 coïncidait avec une séquence structurante du cycle de l'Accord de Paris, soit le troisième cycle de soumissions des Contributions déterminées au niveau national (CDN 3.0), correspondant aux plans climatiques à horizon 2035. À l'ouverture de la conférence, une part substantielle des Parties n'avaient toutefois pas encore soumis de nouvelles CDN. Dans ce contexte, l'agrégation des engagements demeure insuffisante pour maintenir l'objectif de 1,5°C. Ce contexte a ainsi influencé les débats, en recentrant les discussions sur l'identification de leviers permettant de réduire l'écart entre l'ambition recherchée et la mise en œuvre effective des engagements existants. En plus des CDN, la COP30 a mis l'accent sur l'accélération de la transition énergétique, la protection des forêts tropicales, l'adaptation et la résilience, la transition juste ou encore le financement climatique. Au total, plus de 56 000 personnes ont participé à la conférence à Belém.

Dès l'ouverture, plusieurs pays ont proposé l'ajout de plusieurs points additionnels à l'ordre du jour de négociations déjà chargé. La présidence brésilienne a décidé de tenir des consultations présidentielles sur certains de ces points, principalement : la mise en œuvre des obligations financières des pays développés (article 9.1 de l'Accord de Paris); les mesures unilatérales de restrictions aux échanges commerciaux et la réponse à donner aux CDN 3.0 et aux rapports biennaux de transparence afin de combler l'écart entre l'ambition et la mise en œuvre réelle. Ces consultations ont abouti à l'adoption de la [décision "Mutirão"](#), décision politique chapeau de la COP.

La question de la transition hors des énergies fossiles a occupé une place centrale dans les discussions politiques. De nombreuses délégations ont plaidé pour l'inclusion d'une référence explicite à l'élimination progressive des énergies fossiles, soutenant de surcroît la proposition du Président Lula d'établir une feuille de route sur cet enjeu. En l'absence de consensus, cette proposition n'a toutefois pas été retenue dans la décision finale de la COP. En réponse, la présidence brésilienne a annoncé son intention d'assumer la coordination de l'élaboration de deux feuilles de route en

dehors du cadre décisionnel de la COP, l'une sur la transition vers l'abandon des énergies fossiles de manière juste et équitable, et l'autre sur l'arrêt et l'inversion de la déforestation, dont les résultats seront présentés lors de la COP31. Concernant la feuille de route sur les énergies fossiles, le Président Lula a également annoncé le 5 décembre dernier que le Brésil se doterait de sa propre feuille de route nationale, qui sera notamment appuyée par le [BOGA Fund](#). La BOGA jouera également un rôle stratégique dans l'élaboration de la feuille de route globale.

Malgré le contexte difficile, plusieurs avancées ont été réalisées à l'issue de cette conférence :

- Engagement à tripler le financement climatique destiné à l'adaptation d'ici 2035, afin d'aider les pays vulnérables à faire face aux impacts des changements climatiques;
- Mise en place d'un nouveau mécanisme – le *Belem Action Mechanism* – pour appuyer la transition juste vers des économies sobres en carbone soutenant les travailleurs et les communautés et favorisant l'équité sociale;
- Adoption d'un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer les progrès en matière d'adaptation et de résilience climatique et couvrant plusieurs secteurs (eau, santé, infrastructure, biodiversité, etc.);
- Lancement d'un nouveau fonds pour la protection des forêts tropicales (le Brésil s'est d'ailleurs engagé à verser 1 milliard de dollars américains dans ce nouveau fonds).

Une décision a également été prise sur le lieu des prochaines COP-climat, permettant de sortir de l'impasse de la dernière année concernant la nomination d'un hôte pour la COP31. Alors que l'Australie et la Turquie militaient activement pour accueillir cet événement, il a finalement été convenu que la COP31 se tiendra en Turquie, mais en collaboration avec l'Australie, qui assumera la présidence des négociations, en plus d'organiser la pré-COP dans la région du Pacifique. Il a également été confirmé que la COP32 aura lieu en Éthiopie, soit la première édition d'une COP dans un pays classé parmi les pays moins avancés.

Au final, la COP30 a été le reflet de son époque : complexe et marquée par des positions divergentes. Malgré ces défis, les pays ont réussi à réaliser des avancées tangibles, qui ont démontré la pertinence du multilatéralisme climatique. Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la COP30 a rappelé que ce traité international a conduit à une réduction de la courbe des émissions mondiales et que le développement d'une économie verte est désormais au cœur des stratégies nationales et internationales, ouvrant la voie à des opportunités économiques, à l'innovation technologique et à une coopération renforcée entre les États pour relever les défis climatiques globaux.

Pour un résumé complet des négociations : [rapport sommaire du Bulletin de négociations de la Terre](#)